

COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN AUX MOBILISATIONS POUR L'ÉMANCIPATION EN IRAN

Le 13 septembre, Masha Jina AMINI, âgée de 22 ans, originaire de la région du Kurdistan (nord-ouest du pays), a été arrêtée par la police des mœurs pour « port de vêtements inappropriés ». Elle est morte trois jours plus tard en détention, après être tombée dans le coma. Après sa mort tragique, la foule s'est rassemblée devant l'hôpital où elle est décédée. Les forces de sécurité ont battu et arrêté un nombre important de femmes et d'hommes et ont rapidement transféré le corps de Masha Jina à Saquez, sa ville natale.

Malgré la pression exercée par les autorités pour que Masha Jina soit enterrée immédiatement, ses funérailles ont eu lieu samedi 17 octobre matin, avec une présence massive de la population de Saquez, en deuil, et en colère. Elles et ils ont scandé des slogans contre la République islamique, le hijab obligatoire et l'oppression systématique des femmes en Iran. L'épithète sur la pierre tombale de Masha Jina se lit en kurde : « Bien-aimée Jina, tu ne mourras pas ; ton nom sera un symbole ».

Ce drame suscite une vague de colère à travers l'Iran, ce qui se traduit par des manifestations partout dans le pays. Des slogans hostiles au régime théocratique sont scandés, tels que « mort au dictateur », ou encore « mort à la République islamique » !

En soutien, une foule de femmes ont manifesté tête découverte, d'autres ont également décidé de couper leurs cheveux. Pas un seul jour sans qu'elles n'affirment leur droit à exister, avec ou sans voile, comme elles le veulent. Sur les réseaux sociaux aussi, la colère gronde. Sur Twitter, le hashtag #Mahsa_Amini en persan arrivait en tête dimanche 18 septembre, avec près de 1,5 million de tweets. Dans la capitale, des étudiant·e·s ont lancé des mouvements de protestation dans plusieurs universités, dont celles de Téhéran et de Shahid Beheshti. Elles et ils scandent des slogans comme "Mort à la dictature, celle du Guide comme celle du Chah". L'application de la charia est régulièrement contestée dans le pays et le décès de Mahsa Jina Ammini réveille les critiques envers la police des mœurs (chargée notamment de faire respecter le port obligatoire du foulard en public) et ses interventions violentes.

Les autorités iraniennes déploient leur stratégie répressive pour étouffer les manifestations et mater toute remise en cause de leur pouvoir. Des dizaines de manifestant·es ont été tué·es par balle, notamment à Zahedan le 30/9 où au moins 66 personnes auraient été abattues, dont des enfants.

Malgré cette répression sanglante, les censures et coupures des réseaux internet, les agressions sexuelles ciblées sur les femmes mobilisées, les arrestations arbitraires, la mobilisation reste debout et déterminée. Dans certaines villes, le climat est insurrectionnel et les forces de l'ordre sont obligées de reculer devant la détermination des manifestant·e·s. De nombreuses organisations syndicales construisent des mouvements de grève. Le Kurdistan est traversé par des journées de grèves générales qui confinent à des opérations villes mortes avec la fermeture des commerces. Depuis le samedi 1 octobre, les étudiant·e·s sont entré·e·s en grève générale dans tout le pays. Les slogans « Etudiants, Travailleurs, Unité Unité » fusent dans les universités. C'est justement ce que craint le régime : la jonction entre les travailleurs·euses, les mobilisations des femmes et de la jeunesse.

La responsabilité de l'oppression du peuple iranien et notamment des femmes incombe en totalité au régime théocratique et liberticide des mollahs. Pour autant, il convient de souligner le contexte géopolitique du Moyen Orient qui est le champ clos des grandes puissances, tout comme des puissances régionales (USA, Syrie, Israël, Turquie, Russie, Arabie Saoudite, Egypte, France, etc,). La course délétère au nucléaire - initiée de longue date par Israël avec le soutien de la France et des USA, course à laquelle participent plusieurs pays de la région dont l'Iran- et les sanctions et le blocus économique de l'Iran participent à l'appauvrissement du peuple iranien et à l'instabilité de la région.

Nous, organisations du mouvement social puydinois, dénonçons avec fermeté la répression du régime iranien et apportons tout notre solidarité et soutien aux mobilisations pour l'émancipation en Iran. **Nous soutenons leurs revendications dont les premières :**

**Le droit essentiel des femmes à disposer de leurs corps ;
L'abrogation de l'obligation de porter le voile.
Libération des personnes arrêtés et des prisonniers politiques**

**Le régime iranien doit respecter les Conventions Internationales qu'il a ratifiées,
dont celles sur la liberté de manifestation.**

POUR LES LUTTES D'ÉMANCIPATION ET D'ÉGALITÉ DES DROITS EN IRAN ET AILLEURS !

**RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN
À LA LUTTE DU PEUPLE IRANIEN
MERCREDI 26 OCTOBRE 2022
À 18H30 DEVANT LA PRÉFECTURE**

PREMIERS SIGNATAIRES :

Solidaires, ATTAC, UNEF, NPA, Nouvelle Donne, Collectif Nous Aussi, PCF, LDH,
FSU63, EELV 63, CGT 63, LFI 63, Amis Temps des Cerises, RESF 63, AFPS 63,
Planing familial, Cimade 63, UNSA, Génération.s, Libre Pensée 63, PS 63, OLF 63